



GIS

Elevages Demain

Séminaire 2014



## Elevage et société : entre services rendus et remises en cause

# Recensement et analyse des controverses sur l'élevage en France : Regards croisés de différents acteurs de la société

Elsa Delanoue, IFIP-Institut du Porc - [elsa.delanoue@ifip.asso.fr](mailto:elsa.delanoue@ifip.asso.fr)

Chistine Roguet, IFIP-Institut du Porc

### Les médias, simples relais ou acteurs des controverses ?

Pour les associations comme pour les interprofessions, les médias sont un moyen de faire passer des messages au grand public ou au monde politique. Depuis une dizaine d'années, la parution de plus en plus fréquente d'articles, ouvrages ou reportages traduit, pour les associations dont l'analyse est régulièrement sollicitée par les journalistes, un intérêt grandissant dans la société française pour la condition animale et l'environnement principalement, en lien avec l'alimentation. Plusieurs acteurs des filières et des associations reprochent cependant aux journalistes leur ignorance des réalités agricoles en France. Ils jugent que les médias projettent sur la France l'image de systèmes présents dans d'autres pays qui n'existent pas sur notre territoire. Les acteurs des filières ressentent un parti pris assez fort de remise en cause des modes d'élevage intensifs, et parfois de l'élevage en général. Ils regrettent la partialité de certains journalistes et leur vision manichéenne des systèmes de production. Les deux journalistes interrogés se définissent, quant à eux, comme des relais d'informations. Ils disent rechercher la plus grande objectivité dans leurs travaux mais se qualifient de militants, partageant globalement la vision de l'élevage des associations. Ils qualifient de difficile leur relation avec le monde de l'élevage, en particulier les tenants du modèle intensif de production animale.

un moment donné, dans son milieu naturel et humain» (Caron-Malenfant et Conraud, 2009). Une analyse coûts-bénéfices en est un préalable : elle permet de trouver l'équilibre entre les craintes des uns et les bénéfices des autres. Cette analyse, effectuée par chaque partie prenante, dépend de sa perception des impacts, potentiels ou avérés, de la situation ou du projet. Cette perception est elle-même influencée d'une part, par l'héritage socioculturel et le mode de vie de chacun, et d'autre part, par sa connaissance et sa compréhension des enjeux.

L'élevage français a connu au cours du temps des évolutions structurelles et fonctionnelles importantes. Ses impacts sur l'environnement naturel et humain, et la sensibilité croissante de la population aux conditions de vie des animaux, ont conduit à une critique de plus en plus radicale des modes d'élevage, émanant de différents acteurs de la société. Dans ce contexte, le GIS Elevages Demain a choisi de consacrer un de ses groupes de travail à l'étude de l'acceptabilité sociale des élevages en France. Cette étude a pour objectif d'offrir aux parties prenantes des débats sur l'élevage, en premier lieu les éleveurs et leurs partenaires, une meilleure connaissance de la diversité et de la robustesse des attentes de la société envers l'élevage, toutes filières considérées, et une compréhension des mécanismes sociaux des controverses et des mobilisations collectives. Il s'agit aussi, pour les organismes de conseil aux acteurs des filières, d'évaluer avec objectivité les écarts entre ce que souhaitent les acteurs économiques et ce que la société, dans toute sa complexité, leur permettra. De cette compréhension, il est attendu non pas la suppression de toutes les contradictions, mais l'identification de pistes d'évolution vers les consensus possibles et ainsi le maintien d'un mouvement d'adaptation indispensable des élevages au contexte économique et social.

Cet article présente le résultat du recensement et de l'analyse des controverses sur l'élevage en France, réalisé sur les principales filières animales.

### Acceptabilité sociale et controverse : éléments de définition

Si l'expression « acceptabilité sociale » est très employée dans le langage courant, elle est peu utilisée en sociologie en raison de son caractère normatif. L'acceptabilité sociale n'est en effet pas équivalente à la conformité à la loi, ni d'ailleurs synonyme d'opinion publique. Elle est «le résultat d'un processus durant lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place pour qu'un projet, programme ou politique s'intègre harmonieusement, et à

Nous avons choisi, dans ce premier travail, d'étudier l'acceptabilité sociale de l'élevage au travers de l'analyse des controverses qui portent sur cette activité. Ces controverses témoignent de l'existence au sein de la société française de différentes façons de penser l'élevage (et, au-delà, de différentes visions du monde). Elles renseignent sur ce qui est acceptable ou pas pour les différents acteurs de la société.

Une controverse est un débat qui

1. part d'une question relativement précise et fermée [appelant une réponse du type pour ou contre, bien ou mal, juste ou injuste],
2. comporte une tonalité dramatique,
3. a une capacité à s'élargir à des cercles d'acteurs différemment impliqués par la question,
4. se nourrit d'un contexte d'incertitude des connaissances,
5. donne la primauté à l'échange *argumenté* [ce qui distingue la controverse d'un débat d'*opinions*] (Schmoll, 2008, c'est nous qui soulignons).

La controverse peut dégénérer en un conflit quand une des parties essaie d'affirmer ses positions sans tenir compte de celles des autres parties.

## Quatre grands thèmes de controverses sur les élevages

Dans l'objectif d'identifier les sujets de controverses sur l'élevage en France, toutes filières animales considérées, et de décrire la diversité des positions et argumentations, nous avons réalisé une trentaine d'entretiens entre octobre 2012 et avril 2014 auprès d'acteurs de différentes arènes sociales : professionnels des filières d'élevage, salariés d'associations (environnementales ou de protection animale), philosophe, journalistes (presse écrite et documentariste), acteurs de la distribution. Ils ont été invités à décrire les sujets qu'ils considèrent faire débat sur l'élevage en France et à exprimer leurs points de vue et arguments sur ces sujets. Leurs attentes pour l'avenir des élevages en France ont aussi été recueillies. L'analyse de leurs discours nous a conduit à classer les débats sur l'élevage en France en quatre grands thèmes - impact sur l'environnement, bien-être animal, santé et organisation de l'élevage - comprenant chacun plusieurs sujets de controverse, ou plutôt de remise en cause lorsqu'il n'y a pas d'incertitude scientifique (Tableau 1).



**Tableau 1 : Sujets de controverses sur l'élevage en France**

ENVIRONNEMENT	BIEN-ETRE ANIMAL	SANTE	ORGANISATION DE L'ÉLEVAGE
Emissions de gaz à effet de serre (GES)	Vision et définition du bien-être animal	Utilisation d'antibiotiques	Modèle d'élevage intensif
Alimentation des animaux (concurrence, soja, OGM,...)	Condition de logement des animaux	Risques d'épizooties et de zoonoses	Concentration géographique en Bretagne
Pollution des eaux	Interventions potentiellement douloureuses	Propriétés nutritionnelles des protéines animales	
Nuisances (odeurs, bruits,...)			

La hiérarchie des controverses et remises en cause diffère entre filières :

- L'élevage bovin est principalement concerné par les débats sur ses émissions de GES. Ces questions se posent à une échelle globale, et l'élevage bovin français se trouve pointé du doigt au même titre que celui d'autres pays ayant des systèmes de production très différents. Il est, par contre, beaucoup moins controversé sur le bien-être animal ou l'organisation de l'élevage.
- L'élevage de porcs est d'abord critiqué pour ses nuisances (odeurs et bruit) et son impact sur la qualité de l'eau (Delanoue *et al*, 2014). Les conflits sont alors très locaux et l'éleveur doit parfois y faire face seul. Ces conflits de voisinage sont un frein aux projets d'installation et de modernisation de ces filières. Ils s'appuient plus souvent sur la critique d'un modèle d'élevage jugé industriel que sur la contestation d'un aspect précis du projet (Grannec *et al*, 2014). En bâtiments fermés et détenant un grand nombre d'animaux, les élevages de porcs comme de volailles sont aussi au cœur de débats sur le bien-être animal et le modèle d'élevage intensif.
- L'élevage de chèvres jouit d'une bonne image dans la société et est moins concerné par ces remises en cause.

Par ailleurs, les controverses sont plus ou moins vives selon les sujets. Certaines, comme la nécessité de réduire l'utilisation des antibiotiques en élevage, ne font plus l'objet de débat entre les acteurs rencontrés : elles sont closes (au moins momentanément). D'autres, comme l'impact environnemental de l'élevage ruminant ou la prise en charge de la douleur animale, sont en phase de règlement, les parties prenantes étant ouvertes au dialogue. Par contre, certaines controverses, comme les nuisances locales ou la concentration géographique des élevages en Bretagne, sont en situation de blocage : les conflits locaux sont vifs et l'obtention d'un compromis sur les évolutions nécessaires n'est pas envisagée à court terme.

## L'élevage intensif cristallise les oppositions

Les associations, de protection animale comme environnementales, s'opposent toutes à l'élevage intensif qu'elles définissent comme un mode de production qui vise à augmenter le rendement (notion de productivisme) par des densités animales élevées, qualifiées par certains de « *concentrationnaires* », de fortes consommations d'intrants (aliments, eau, médicaments, engrais chimiques...) et le confinement des animaux dans des bâtiments. Ces élevages sont souvent de grande taille, avec des effectifs animaux importants, mais si « *un élevage industriel est forcément intensif, un élevage familial peut être très intensif, avec tous les impacts qu'on décrit sans entrer dans la catégorie industriel* » (association environnementale). Les associations reprochent à l'élevage intensif ses multiples effets négatifs sur l'environnement, le bien-être animal, la sécurité sanitaire, les conditions de travail des éleveurs et l'emploi. Par ailleurs, dans ces systèmes de production animale détenant de nombreux animaux en claustration, avec des densités élevées et des rythmes de production rapides, l'animal est davantage considéré comme une « machine » ou un « outil de travail » dont la performance doit être maximisée que comme « un être sensible ». Or, « *dès lors que l'on va admettre que cette conception de l'animal-machine est fautive - et nous avons suffisamment d'éléments qui montrent que cette conception n'est pas la bonne -, à ce moment-là, traiter les animaux comme des machines crée un monde épistémologiquement incohérent et moralement problématique* », précise Florence Burgat, philosophe, directrice de recherche à l'INRA.

## Entre filières d'élevage, quelle solidarité possible ?

Les professionnels des différentes filières d'élevage ont pour principe de se défendre face aux critiques qui leur sont adressées sans jamais dénigrer une autre filière ou un certain type d'élevage. Cette volonté de solidarité inter-filières n'empêche pas un sentiment d'isolement de la filière porcine qui transparaît dans les entretiens : « *Quand la filière bovine se défend avec le pâturage et que les volailles mettent en avant le plein air, nous on ne se sent pas vraiment aidés* ». La question d'une argumentation commune se heurte à la diversité des atouts selon les filières, et aux différences de visions sur l'élevage et de mentalités au sein même de la profession. « *Pour certains de mes collègues techniciens ou même producteurs, commencer à s'intéresser au regard de l'autre, c'est déjà une forme de démission ou de compromission* ».

## Entre monde de l'élevage et associations, vers un dialogue jugé nécessaire

Des rapprochements et discussions entre filières et associations se font jour. Elles sont jugées nécessaires pour progresser dans la compréhension mutuelle et la recherche de terrains d'entente :

« *L'existence de controverses, c'est un peu inévitable dans les activités humaines. En revanche, il y a vraiment beaucoup de choses à faire autour du dialogue et de la connaissance* ». En général, les résultats sont appréciés et jugés constructifs. Ces échanges mettent en lumière la nature même des controverses avec des argumentaires propres à chaque partie prenante.

« *Dans ces controverses, finalement ce qui m'interpelle un peu à chaque fois, c'est que chacun y trouve et construit les argumentaires pour promouvoir le ou les modes d'élevage auxquels il croit le plus, ou pour promouvoir la fin du ou des modes d'élevage qu'il a le plus envie de détruire* ». Les protagonistes laissent entendre une meilleure écoute réciproque depuis quelques années, avec des associations sensibilisées aux réalités complexes de l'élevage. Les ONG se placent désormais en force de proposition, souhaitant être impliquées dans les concertations sur l'avenir des filières agricoles organisées par le monde professionnel ou politique.

## Le rôle de la distribution

Dans leur recherche de valorisation de leur image auprès des consommateurs, les distributeurs prennent parfois position sur les pratiques d'élevage. Par exemple, l'enseigne Monoprix ne vend plus d'œufs produits en cage sous sa marque de distributeur. Mais les distributeurs enquêtés ne remettent pas en cause le système intensif, qu'ils considèrent indispensable à la production des volumes dont ils ont besoin. S'ils comprennent les attentes des associations, ils précisent que le client doit avoir le choix. Des démarches « qualité » émergent de plusieurs enseignes avec des cahiers des charges spécifiques intégrant des critères liés à l'environnement, au bien-être animal, aux antibiotiques, aux OGM, etc. Ces engagements, pris généralement en partenariat avec des associations, conditionnent, selon les acteurs des filières d'élevage, le comportement d'achat des consommateurs quel que soit leur avis sur le sujet. Pour les associations, les distributeurs s'engagent dans cette voie car ils y voient une réelle attente des consommateurs sur le moyen et long terme, et non un effet de mode. Pour certains acteurs rencontrés, il s'agit là d'une stratégie de vente plus qu'une réelle préoccupation : « *La marque distributeur a une image de marque et a peur de perdre de la clientèle. Ils bannissent les œufs de code 3, mais à côté de ça ils vendent toujours du cochon de la misère* ».

Filières et associations dénoncent les distributeurs qui vendent des produits provenant de pays où les normes européennes ne sont pas respectées. Selon eux, la concurrence avec ce type de marchandises, très bon marché, fait pression sur les coûts de production des éleveurs français, au détriment de l'investissement dans le bien-être animal, le respect de l'environnement, voire la sécurité sanitaire. Chacun déclare travailler avec les filières aval et les distributeurs pour les sensibiliser à l'importance de rémunérer équitablement les produits issus de l'élevage.

demandes ne soient pas prises en compte par la profession. Ceci dit, les acteurs des filières soulignent le professionnalisme croissant de la part de certaines associations.

Au vu des caractéristiques des élevages de chaque filière, ces attentes opposées envers l'élevage expliquent en partie la pénétration différente des controverses selon les filières, évoquée dans la partie précédente.

Pour l'avenir, si tous les acteurs rencontrés insistent sur l'intérêt de la France à maintenir sur son territoire des filières d'élevage viables et de haute qualité, la définition de ces dernières révèle des attentes différenciées. Dans les propos recueillis, le spectre des attentes s'étend de l'abolition de l'élevage intensif appelée de leurs vœux par certains salariés d'association et journalistes au profit de systèmes de production alternatifs (bio, Label Rouge, plein-air), à la poursuite de l'intensification des productions animales souhaitée par certains acteurs des filières pour faire face à une demande croissante et à une concurrence internationale. La majorité des personnes interviewées proposent une voie intermédiaire d'évolution, avec une production standard qui met en œuvre les moyens de répondre davantage aux demandes de la société.

A l'opposé, le « bon élevage » correspond pour les associations à un élevage souvent qualifié de « familial ». Il est de petite taille mais elles ne s'accordent pas forcément sur un nombre maximal d'animaux. L'animal peut exprimer son comportement naturel et le nombre limité d'animaux permet un lien plus fort entre l'éleveur et ses bêtes. Idéalement, les animaux ont accès au plein air, les herbivores pâturent et les porcs disposent de litière dans les bâtiments. « *Notre idéal se matérialise par le plein air. Mais par exemple pour l'élevage porcin, l'élevage sur paille, bien mené, avec pas trop de densité, nous convient tout à fait. A terme, l'idéal serait plus de plein air, plus d'extensif, plus d'espace pour les animaux, moins de confinement, moins de mutilations* » (association de protection animale). Le « bon élevage » est généralement associé à des cultures ou des prairies et donc considéré vertueux sur le plan environnemental (cycle l'azote, compensation des émissions de GES, entretien des paysages...). L'éleveur pratique la transformation à la ferme et la vente directe et maîtrise ainsi son produit de sa production à sa commercialisation. En rendant l'éleveur responsable devant son client, les circuits courts incitent à une production de qualité et les plus grosses marges perçues garantissent la viabilité économique de l'exploitation.

Certains des propos recueillis laissent penser que les critiques adressées à l'élevage font partie d'une remise en cause plus globale. De nombreux acteurs des associations souhaitent un changement radical des habitudes alimentaires et d'achats de l'ensemble de la société, avec une réduction de la consommation de viande et un développement des circuits courts. Au-delà du rejet de l'élevage intensif, ils remettent en cause le productivisme et la mondialisation, rejoignant certains discours altermondialistes. Ils souhaitent que la production française, tous secteurs confondus, soit relocalisée dans la mesure du possible, et orientée vers la qualité. « *Je pense que ce qui nous différencie, ce sont des rapports de force entre deux visions de l'agriculture qui soit s'opposent complètement, soit sont divergentes. Par exemple, sur la vision exportatrice de l'agriculture française, pour nous, la France n'a pas vocation à nourrir le monde, elle n'a pas vocation à faire de blé pour l'exportation. Elle a vocation à assurer la sécurité alimentaire des Européens, la diversité, leur santé* » (association environnementale).

Les acteurs des filières animales souhaiteraient que les contestataires de l'élevage intensif leur opposent des alternatives bien documentées, en termes de taille d'élevage par exemple, mais ces derniers se contentent de décrire les « bons élevages » comme « *de petite taille* », « *qui respectent davantage l'environnement et le bien-être animal* ». Ce manque de précision témoigne, pour les premiers, de la faiblesse de l'argumentaire des contestataires et justifie pour certains que leurs

Pour les acteurs rencontrés, la majorité des citoyens connaît peu ou pas l'élevage et ne se préoccupe pas des modes de production des aliments. Les citoyens ont selon eux un rapport « utilitaire » à l'élevage auquel ils attribuent pour fonction première de fournir des produits animaux destinés à la consommation humaine. En tant que consommateurs, leurs critères de choix sont le prix d'abord, le goût, puis la sécurité sanitaire.

## Conclusion et perspectives

Ce travail a permis d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser les sujets de débats sur l'élevage. Les discours des différentes parties prenantes semblent indiquer une évolution de la nature des débats, partant de conflits dans lesquels il s'agit moins de faire valoir des arguments que d'imposer des opinions, vers de véritables controverses qui se caractérisent par « la formation d'un espace consensuel au sein duquel l'adversaire n'est pas [plus] à éliminer, mais est admis comme devant contribuer à la formation d'une réponse commune à la question posée » (Schmoll, 2008).

Le travail engagé devrait se poursuivre dans deux projets complémentaires : un projet soumis au CASDAR, intitulé « Acceptabilité des élevages par la société en France : cartographie des controverses, mobilisations collectives et prospective » et la réalisation d'une thèse sur les controverses et mobilisations collectives sur l'élevage en France. L'objectif est d'affiner la connaissance des controverses sur l'élevage par analyse bibliométrique notamment, avec une ouverture européenne pour comparaison et de comprendre les mécanismes sociaux favorisant l'expression de ces controverses dans le débat public. Le travail évaluera aussi le regard et les attentes du grand public sur l'élevage, et la pénétration des controverses identifiées (par sondage d'opinion), et, symétriquement, des éleveurs sur les attentes sociétales (par entretiens).

## Remerciements

Les auteurs remercient vivement les personnes rencontrées pour l'accueil réservé à ce travail et leur disponibilité. L'étude a été financée par le GIS Elevages Demain et le CASDAR.

## Références bibliographiques

- Caron-Malenfant J., Conraud T., 2009. Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action. Ed. DPRM.
- Delanoue E., Roguet C., Selmi A., 2014. Contestation sociale de l'élevage porcin : regards croisés de professionnels de la filière et d'associations. Journées Rech. Porcine, 46, 235-240.
- Grannec M.-L., Ramonet Y., Selmi A., 2014. Mobilisation contre les projets d'élevages porcins en Bretagne : perception des conflits et de leurs enjeux par les acteurs de la filière. Journées Rech. Porcine, 46, 241-246.
- Schmoll P., 2008. Matières à controverses. Néothèque, Paris, France, 272 p.



## Enquêtes auprès des groupements de producteurs de porcs et de jeunes adultes

Dans le cadre d'une formation-action, le groupe de travail sur l'acceptabilité sociale de l'élevage en France du GIS Elevages Demain a confié la réalisation de deux enquêtes aux étudiants en Production Animale d'Agrocampus-Ouest (Rennes), encadrés par leurs enseignants Catherine Disenhaus et Yannick Le Cozler. Ces travaux visaient à apporter des connaissances nouvelles d'une part sur la perception et prise en compte des attentes de la société par les acteurs économiques de la filière porcine et d'autre part sur la perception du monde de l'élevage par de jeunes adultes.

## Entretiens auprès des groupements de producteurs de porcs en France

Quatre étudiants\* ont réalisé des entretiens semi-directifs auprès de huit groupements de producteurs (11 personnes au total, directeurs ou présidents), représentant 70% de la production porcine nationale, afin de répondre à deux questions : (1) Comment les acteurs économiques de la filière porcine perçoivent-ils les remises en cause de l'élevage de porcs par la société ? (2) Quelles stratégies mettent-ils en œuvre pour intégrer les demandes sociétales ?

L'environnement est cité par 10 des 11 responsables rencontrés comme la première préoccupation de la société civile, loin devant le bien-être animal (la dernière personne ayant cité le bien-être animal en premier). Pourtant, les groupements pensent que le bien-être animal est une attente sociétale forte. Mais ils redoutent que la démarcation ou la communication sur des produits offrant de meilleures conditions d'élevage engendrent une prise de conscience des techniques d'élevages actuelles dans la population qu'ils jugent pour l'instant peu informée. La troisième demande sociale perçue est la diminution de l'usage des antibiotiques, très cohérente avec le raisonnement économique des élevages mais peu avec celui des groupements (vente des antibiotiques).

La reconnaissance d'erreurs passées comme « *des comportements négatifs dans les années 90, mêlant des procédés non-démocratiques, de l'arrogance, des menaces et une tendance à croire que tout était permis* » traduit un changement de mentalité. Elle laisse entrevoir la possibilité de sortir du conflit frontal avec d'autres acteurs sociaux (riverains, associations) pour former « *un espace [plus] consensuel au sein duquel l'adversaire n'est pas à éliminer, mais est admis comme devant contribuer à la formation d'une réponse commune à la question posée* » (Schmoll 2008). Au sein même de la profession, on observe de nombreux désaccords ou controverses, parfois très vifs, par exemple sur l'intérêt de la mise aux normes « bien-être » du logement des truies, la démarcation des produits selon les modes de production, l'efficacité des démarches collectives, l'intérêt de modes de production plus extensifs... Ces divergences se traduisent pas des messages contradictoires qui brouillent et nuisent à l'image de ce secteur d'activité dans la communication.

A l'issue de leur enquête, les étudiants ont proposé des voies pour améliorer les relations entre production porcine et société, en particulier : (1) s'unir au sein de démarches collectives, sur de nouvelles bases (renouvellement des représentants), de manière coordonnée (éviter les dissensions) et en impliquant les éleveurs (minimiser les nuisances, montrer l'élevage), (2) favoriser une diversification de la production et s'appuyer sur des modes de production plébiscités (bio, plein air, élevage sur paille) pour améliorer l'image globale de l'élevage de porcs.

\* Alizée Chouteau, Guillaume Duffet, Valentine Le Velly, Céline Wachet (3e année, spécialisation « Ingénierie Zootechnique »)

## Perception de l'élevage par les jeunes adultes en France

Face au constat d'un décalage entre la réalité de l'élevage moderne et les connaissances et attentes des citoyens et des consommateurs, une enquête a été réalisée par 32 étudiants d'Agrocampus-Ouest (niveau M2), auprès de 1 083 élèves de terminale, entre le 13 et le 24 janvier 2014 pour recueillir leurs perceptions et attentes sur les élevages. Ces futurs bacheliers enquêtés préparent un baccalauréat général (72%), agricole (23%) ou autre (5%). Leur connaissance du monde de l'élevage, limitée (sur une échelle de 0 à 10, 70% estiment leur niveau de connaissance entre 0 et 5), provient de la télévision (34% dont journaux 25% et télé-réalité 9%), de leur entourage (famille, voisins, 23%), de l'école (18%) et d'internet (11%). Deux-tiers d'entre eux ont une opinion de l'éleveur plutôt positive ou neutre et 96% pensent qu'il est important de préserver l'élevage en France. Leurs préoccupations sur l'élevage concernent le bien-être animal en premier lieu (80%) devant la protection de l'environnement (54%) et la fourniture de produits alimentaires (48%).